

MENACE SUR LE BASSIN D'ALES (ARDECHE/GARD)

• **La mission d'expertise du Permis "Bassin d'Alès"** semble aller dans le sens de Mouvoil SA en reconnaissant l'exploitation de ce PERH comme conventionnel et "soi disant" sans utilisation de la fracturation hydraulique... Elle risque fort de permettre rapidement le début des travaux d'exploration sur ce permis qui malgré son nom concerne aussi le sud de l'Ardèche. Les géologues s'accordent pourtant à dire qu'il s'agit d'huiles lourdes nécessitant de la fracturation hydraulique.

MENACE PARLEMENTAIRE

• **Le rapport de l'OPECST** (Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) défend l'exploration et l'exploitation "maîtrisées" des gaz de schiste et reprend tous les poncifs défendus par les lobbys industriels depuis près d'un an.

• **La Réforme du Code Minier** devrait entre autres rapprocher le Code Minier du Code de l'Environnement, mais les travaux préparatoires se font dans la plus grande discrétion et ne laissent, une fois de plus, rien espérer de favorable !

MENACE INTERNATIONALE

• Un accord commercial en cours de négociation entre le Canada et l'Union Européenne menace les interdictions de la fracturation hydraulique, c'est l'Accord Économique et Commercial Global : AECG. Dès lors, des sociétés pétrolières canadiennes pourraient contester la décision d'un gouvernement d'Europe de réguler ou d'interdire la fracturation hydraulique, et lui réclamer de fortes sommes si elles estiment être entravées dans la réalisation des bénéfices attendus.

Les pétroliers pourraient bien avoir le champ libre pour faire de la fracturation hydraulique sur tous les permis dès L'AUTOMNE !



Restons vigilants et mobilisés

Collectif 07 Stop aux Gaz & huiles de Schiste
39, rue Jean-Louis Soulavie 07110 Largentière

Tel: 04 75 36 72 83

contact@stopaugazdeschiste07.org

www.stopaugazdeschiste07.org

Imprimé par nos soins, "ne pas jeter sur la voie publique"

MENACE SUR LE BASSIN D'ALES (ARDECHE/GARD)

• **La mission d'expertise du Permis "Bassin d'Alès"** semble aller dans le sens de Mouvoil SA en reconnaissant l'exploitation de ce PERH comme conventionnel et "soi disant" sans utilisation de la fracturation hydraulique... Elle risque fort de permettre rapidement le début des travaux d'exploration sur ce permis qui malgré son nom concerne aussi le sud de l'Ardèche. Les géologues s'accordent pourtant à dire qu'il s'agit d'huiles lourdes nécessitant de la fracturation hydraulique.

MENACE PARLEMENTAIRE

• **Le rapport de l'OPECST** (Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) défend l'exploration et l'exploitation "maîtrisées" des gaz de schiste et reprend tous les poncifs défendus par les lobbys industriels depuis près d'un an.

• **La Réforme du Code Minier** devrait entre autres rapprocher le Code Minier du Code de l'Environnement, mais les travaux préparatoires se font dans la plus grande discrétion et ne laissent, une fois de plus, rien espérer de favorable !

MENACE INTERNATIONALE

• Un accord commercial en cours de négociation entre le Canada et l'Union Européenne menace les interdictions de la fracturation hydraulique, c'est l'Accord Économique et Commercial Global : AECG. Dès lors, des sociétés pétrolières canadiennes pourraient contester la décision d'un gouvernement d'Europe de réguler ou d'interdire la fracturation hydraulique, et lui réclamer de fortes sommes si elles estiment être entravées dans la réalisation des bénéfices attendus.

Les pétroliers pourraient bien avoir le champ libre pour faire de la fracturation hydraulique sur tous les permis dès L'AUTOMNE !



Restons vigilants et mobilisés

Collectif 07 Stop aux Gaz & huiles de Schiste
39, rue Jean-Louis Soulavie 07110 Largentière

Tel: 04 75 36 72 83

contact@stopaugazdeschiste07.org

www.stopaugazdeschiste07.org